

L'université turque, antichambre de la prison

Le nombre d'étudiants emprisonnés a triplé ces six dernières années. Ils sont souvent accusés d'insulte au président Recep Tayyip Erdogan, de propagande terroriste ou d'appartenance à une organisation illégale. L'opposition dénonce le climat étouffant qui règne sur les campus.

ISTANBUL

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Le 25 mars 2018, vers 4 heures du matin, Yaren et sa famille se réveillent en sursaut. On tambourine à coups de poing sur la porte de l'appartement. Dix policiers des forces spéciales se précipitent à l'intérieur, jusqu'à la chambre de la jeune femme. « *J'ai été frappée devant mon petit frère et plaquée au sol, une arme pointée sur la tête et une autre dans le dos* », se souvient Yaren, 19 ans, en ajustant ses lunettes rondes cerclées de métal doré. Elle marque une pause dans son récit, puis ajoute : « *Je n'y comprenais rien. Et mon frère de neuf ans, encore moins ! Pourtant les policiers l'ont obligé à se mettre à terre, lui aussi, tout en maintenant sa tête.* »

Six jours plus tôt, le 19 mars, cette étudiante en langue et littérature turques avait participé à une manifestation sur le campus de son école, la prestigieuse Université du Bosphore. Avec quelques dizaines de ses camarades, elle dénonçait d'autres étudiants qui distribuaient des pâtisseries en soutien aux militaires turcs engagés dans l'opération contre l'enclave kurde d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie. « *Il ne peut y avoir de loupes pour une occupation et un massacre, lisait-on sur leur affiche. Présentée à un juge, Yaren sera inculpée pour « propagande terroriste » et incarcérée le 3 avril à la prison pour femmes de Bakirköy, à Istanbul.*

Suivi par des policiers en civil

Suat, 24 ans, en dernière année de sociologie et de sciences politiques, a lui aussi été arrêté à cause de ce rassemblement. C'était le 26 mars, à la sortie des cours, à l'issue d'un étrange manège que Suat relate d'un air mi-indigné, mi-amusé. « *Ce jour-là, je me suis vite aperçu que des policiers en civil me suivaient partout sur le campus, raconte le jeune homme, qui arbore lui aussi de petites lunettes rondes. J'apparaissais sur une vidéo qu'ils avaient filmée pendant la*

manifestation. Une vidéo où je ne dis rien, où je n'applaudis même pas. » A peine a-t-il quitté l'établissement que Suat est conduit au commissariat, puis en prison une semaine plus tard.

En tout, une quinzaine d'étudiants de l'Université du Bosphore ont été incarcérés en mars. Chez eux, comme Yaren ; devant l'université, comme Suat, ou même à l'aube dans leur dortoir situé sur le campus. Deux mois plus tard, ils étaient tous libres. Le verdict de leur procès est attendu le 19 mars, un an jour pour jour après le rassemblement. « *En général, c'est mauvais signe* », s'inquiète Yaren. Ils risquent jusqu'à cinq ans de prison.

Leur cas est symbolique, mais il est loin d'être unique. De

source officielle, 1.848 étudiants turcs étaient en prison mi-novembre, soit trois fois plus qu'en 2012. Sur la même période, leur nombre a augmenté deux fois plus vite que la population carcérale totale.

« *L'enfermement n'est plus l'exception, mais la règle. C'est comme si on voulait punir cette jeunesse qui ose exprimer des revendications*, observe le député Sezgin Tanrikulu. Cet élu du Parti républicain du peuple (CHP, opposition sociale-démocrate) fustige les « *nouvelles méthodes* » des autorités. « *Avant, les recteurs empêchaient les policiers d'entrer sur les campus, rappelle-t-il. Mais ces dernières années, on trouve sur presque chaque campus un commissariat informel, avec des policiers en civil chargés de surveiller la moindre activité étudiante. La liberté d'expression et la liberté de réunion sont bannies.* »

Les élèves de l'Université du Bosphore « *auraient parfaitement pu être convoqués au commissariat, poursuit Sezgin Tanrikulu, qui préside la commission des droits de l'homme du Parlement turc. Mais on a choisi d'interpeller certains d'entre eux au saut du lit, dans leurs dortoirs, devant leurs camarades. C'est une façon de dire aux autres : tenez-vous à carreau ou il vous arrivera la même chose.* »

Au moment des arrestations, alors qu'aucun étudiant n'avait encore été présenté à un juge, le chef de l'Etat turc, Recep Tayyip Erdogan, s'était chargé du réquisitoire. « *Ce sont des communistes, des truites à la patrie, de jeunes terroristes !* », avait-il dit de Yaren, Suat et leurs amis. « *J'ai reçu des menaces de mort sur les réseaux sociaux, mes parents ont été insultés* », déplore la jeune femme, qui assure pourtant « *ne pas se sentir intimidée* » par les diatribes du président. « *Ça me fait presque rire, je m'y suis habituée* », lance-t-elle derrière une épaisse frange de cheveux ondulés.

« C'est moi le chef »

Quelques mois plus tard, Recep Tayyip Erdogan s'en était aussi pris de manière virulente à des étudiants de l'Université technique du Moyen-Orient, autre établissement prestigieux de la capitale, Ankara. En pleine cérémonie de remise des diplômes, ils avaient eu l'impertinence de déployer une banderole représentant le dirigeant sous les traits d'animaux.

Quatre de ces étudiants ont fait un mois de prison pour « *insulte au chef de l'Etat* »... avant d'être invités, en octobre, à boire le thé et à s'excuser au palais présidentiel. Recep Tayyip Erdogan a retiré sa plainte mais le procès se poursuit. « *C'est symptomatique du pouvoir actuel, estime le député Sezgin Tanrikulu, qui a œuvré à leur libération. Monsieur Erdogan avait utilisé politiquement ces étudiants lorsqu'il a décidé de les punir. Il les a aussi utilisés quand il a décidé de le faire libérer et de les convier au palais. Le message est clair : "C'est moi le chef. C'est moi qui emprisonne et c'est moi qui libère."* »

Il n'y a pas que les étudiants. La tentative de putsch de juillet 2016 et deux années d'état d'urgence ont permis aux autorités d'emprisonner des dizaines de milliers de personnes et de limoger près de 126.000 fonctionnaires, dont plus de 6.000 enseignants des universités. Autrefois

choisis parmi leurs pairs, les recteurs sont désormais nommés par le chef de l'Etat, et lui seul. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, une chape de plomb s'est abattue sur les campus turcs, qui en ont pourtant vu d'autres.

Pire que lors de la dictature

« *Après le coup d'Etat de 1980, les universités avaient été soumises à une tutelle militaire. Sous le pouvoir actuel, elles subissent une tutelle politique et même, ces dernières années, une tutelle religieuse. C'est bien pire qu'avant, aucun savoir ne peut être produit librement* », affirme Tahsin Yesildere, président de l'Association des enseignants du supérieur.

Ce professeur à la retraite cite en exemple la question kurde – sa longue histoire, autant que son actualité brûlante. « *Un collègue qui avait souhaité débattre de ce sujet avec ses étudiants s'est retrouvé convoqué chez un procureur, et des centaines d'enseignants ont été limogés et inculpés parce qu'ils avaient signé une pétition réclamant la fin des violences*, souligne Tahsin Yesildere. *Et alors que la Turquie a connu ces cinq dernières années*

un processus de paix puis une reprise des combats [avec le Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK], nos universités n'ont produit aucune recherche, aucune réflexion sur ce sujet. C'est triste pour nos établissements, c'est dramatique pour notre société. »

Recep Tayyip Erdogan n'avait pas seulement qualifié de « *terroristes* » les étudiants de l'Université du Bosphore qui dénonçaient l'opération militaire contre les forces kurdes de Syrie. « *Nous ne leur donnerons pas le droit d'étudier à l'université* », avait assené le président. Depuis leur libération, Yaren, Suat et leurs amis ont repris le chemin des cours. Mais avec du retard, dans la précarité.

Une solution : partir

« *Je n'ai pas pu passer mes*

examens de fin d'études au printemps. C'était mon droit, mais comme nous étions sous état d'urgence [levé en juillet 2018], j'en ai été privé, soupire Suat. J'aurais dû être diplômé l'été dernier mais je ne le serai qu'en janvier. Et je n'ai pas pu m'inscrire en master. Pendant ce temps-là, j'ai perdu les bourses que je touchais grâce à mes bons résultats, ce qui m'oblige à demander de l'argent à ma famille. »

Ce jeune homme brillant pré-

férerait rester en Turquie. Mais il ira sans doute ailleurs pour son master, si la justice le laisse libre. Comme lui, de plus en plus d'étudiants et d'enseignants - parmi les meilleurs du pays - choisissent de s'expatrier. A cause des risques ou, dans le cas de Suat, parce que la qualité de l'enseignement et leur liberté académique ne cessent de se dégrader.

Selon des données publiées en

septembre par l'Institut turc des statistiques (TÜİK), 253.640 Turcs ont émigré l'an dernier pour des raisons liées à « l'économie, la politique, le social, la culture », soit une hausse de 42,5 % par rapport à 2016. Plus de 42 % d'entre eux avaient entre 20 et 34 ans, et 57 % étaient originaires des villes les plus peuplées du pays (Istanbul, Ankara, Izmir, Bursa). Ceux qui partent sont souvent de jeunes citadins dotés d'un bon niveau d'éducation.

Cette fuite des cerveaux ne semble pourtant pas inquiéter Recep Tayyip Erdogan. « Il faudrait leur offrir le billet [d'avion] », disait-il en mars dernier de ses concitoyens en quête d'une vie meilleure hors des frontières. Quelques mois plus tôt, en septembre 2017, le chef de l'Etat regrettait également que certains jeunes Turcs formés à l'étranger soient devenus des « agents zélés de l'Occident ». ■

ANNE ANDLAUER

COUP D'ÉTAT

Nouveau coup de filet chez les militaires

Les autorités turques ont arrêté vendredi plusieurs dizaines de militaires soupçonnés d'être liés au prédicateur Fethullah Gülen, bête noire d'Ankara qui l'accuse d'avoir orchestré une tentative de coup d'Etat en 2016. Selon l'agence de presse étatique Anadolu, le parquet d'Ankara a émis des mandats d'arrêt visant 87 anciens sous-officiers rattachés au commandement de l'armée de l'air, dont 41 ont été interpellés dans la matinée. (afp)